

object and scope of the expedition, and under what policy was it to be sent? Also, what were the relations between the Imperial and Canadian Governments on the subject; what proportion of the expedition were to be volunteers, what proportion of expense was to be borne by each Government? Was the Territory yet transferred to Canada? If not, was it to be transferred before the departure of the expedition? He could not imagine that the Government proposed sending a military force at the cost of this country, composed in part of the volunteers of this country, into a country over which the jurisdiction of this country had not been formally extended. Also whether the Government was at this moment negotiating or had had any communication with the so-called delegates from the Red River country, known as the delegates from the Provisional Government, namely, Father Ritchot, Judge Black and Scott. Finally, when the papers so often promised—the report of Donald A. Smith and other gentlemen commissioned to the Red River country by the Government—would be laid upon the table? He could not think that with the Parliament in session, men would assume the grave responsibility of deciding upon matters of the kind he had alluded to, without taking the advice of Parliament; and Parliament would be recreant in its duty if it allowed the Government to proceed in a matter of this kind compromising, perhaps, the peace of the country, certainly compromising the exchequer of the country to perhaps an incalculable amount, without having submitted to it some statement of the policy upon which their course was based.

**Hon. Sir John A. Macdonald**—The hon. gentleman in the exercise of his responsibility as a member of Parliament has asked certain questions, of course the responsibility is his—it is not mine. I am very glad it is his case and not mine; for I think a majority of this House will agree with me that that responsibility is a very grave one, and will feel that my hon. friend, in putting those questions at all, and in putting them in the way he has today, must have some over-ruling principle or reason for doing so, because to any ordinary man, to any man of common sense, it must be evident that these questions are exceedingly inopportune (hear), and in order to show that they are inopportune I will simply answer one of his questions—almost the last in his category. The hon. gentleman asked if the Canadian Government have been or are in communication with any delegates from the North-West Territory. The answer to that is simply that they are, (hear).

de la Rivière Rouge? Si cela est exact, quelle est la nature, l'objet et l'envergure de cette expédition et quelles sont les lignes de conduite qui la régissent? De plus, quels sont les rapports entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement de l'Empire à ce sujet? Dans quelle proportion cette expédition est-elle composée de volontaires, et quelle fraction des dépenses doit être supportée par chaque gouvernement? Est-ce que le territoire a déjà été cédé au Canada? Dans le cas contraire, doit-il être cédé avant le départ des troupes? Il ne peut pas concevoir le fait que le Gouvernement veuille envoyer des troupes aux frais du pays, alors que ces mêmes troupes sont formées en partie de volontaires canadiens, dans une région qui ne relève pas officiellement de la juridiction du Canada. De plus, le Gouvernement est-il présentement en négociations ou bien a-t-il eu quelque rapport avec les soi-disant délégués de la région de la Rivière Rouge, connus sous le titre de délégués du gouvernement intérimaire, c'est-à-dire le Père Ritchot, le juge Black et M. Scott? Enfin, quand seront déposés les documents qui ont été si souvent promis, c'est-à-dire le rapport de M. Donald A. Smith et celui des autres messieurs qui ont été délégués par le Gouvernement dans la région de la Rivière Rouge? Il ne peut pas croire que des hommes, qui assument la grave responsabilité de prendre des décisions au sujet de questions comme celles auxquelles il a fait allusion, ne demandent pas l'avis de la Chambre, alors qu'elle siège; enfin le Parlement manquera lui-même à son devoir, s'il permet au Gouvernement de poursuivre une affaire de ce genre laquelle pourrait compromettre la paix du pays et exposer le Trésor de l'État à une perte incalculable, sans lui avoir soumis la politique régissant son plan d'action.

**L'honorable sir John A. Macdonald**—Mon honorable collègue, dans l'exercice de ses fonctions comme membre de la Chambre, a posé certaines questions; naturellement cela est sa responsabilité, non pas la mienne et j'en suis très heureux. Je crois que la majorité des membres de cette Chambre admettront qu'il s'agit d'une responsabilité très grave et que mon honorable collègue doit avoir quelque bonne raison pour poser toutes ces questions de la façon dont il l'a fait aujourd'hui, parce que, pour le commun des mortels, pour toute personne intelligente, il est évident que ces questions sont extrêmement inopportunes (Bravo!) et pour le prouver, je vais simplement répondre à l'une d'entre elles, une des dernières qu'il a posées. Mon honorable collègue demande si le Gouvernement du Canada a eu ou a présentement des rapports avec des délégués du Territoire du Nord-Ouest. La réponse à cette question est que, de fait, le Gouvernement est entré